

"Au Burundi, le contrôle de l'information constitue un enjeu clé pour le pouvoir"

Reporters sans frontières, 16.03.2017 Les fake news, prÃ©texte Ã la censure pour les prÃ©dateurs de la libertÃ© de la presse Les prÃ©dateurs de la libertÃ© de la presse n'ont pas attendu l'apparition du concept de "fake news" pour la presse au nom de la lutte contre ces fausses informations. NÃ©anmoins, beaucoup d'entre eux ont vu dans les rÃ©centes dÃ©clarations du prÃ©sident amÃ©ricain, Donald Trump, une occasion inespÃ©rÃ©e de justifier leur politique rÃ©pressive Ã l'encontre des mÃ©dias. Reporters sans frontiÃ©res (RSF) s'alarme de cette tendance dangereuse.

La presse est hors de contrÃ´le, le niveau de malhonnetetÃ© est hors de contrÃ´le, Ã l'instar de Donald Trump en France lors d'une confÃ©rence de presse. En tirant ainsi sur les journalistes, le prÃ©sident amÃ©ricain a mis un terme Ã la longue tradition amÃ©ricaine de lutte pour la libertÃ© d'expression et envoyÃ© un message terrible Ã ceux qui censurent les mÃ©dias. Un cadeau pour les tyrans, notait le Washington Post. En Turquie, le prÃ©sident Recep Tayyip Erdogan a soutenu en janvier dernier les accusations de Donald Trump de "fake news" Ã l'encontre de CNN qui enquÃªtait sur la relation du prÃ©sident amÃ©ricain avec la Russie. Le Premier ministre cambodgien, Hun Sen, semble Ãgalemment bien inspirÃ© par les raisonnements du prÃ©sident amÃ©ricain. Donald Trump comprend qu'ils sont un groupe anarchique, ainsi lancÃ© fin fÃ©vrier, au sujet des mÃ©dias. Deux jours plus tÃ´t, son porte-parole avait lancÃ© un avertissement Ã l'Ã©tranger, qu'il menait de fermer. La prÃ©tendue lutte contre les fake news est devenue un outil de pression des prÃ©dateurs de la presse, s'inquiÃ©te Christophe Deloire, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de Reporters sans frontiÃ©res. Bien est plus que jamais nÃ©cessaire pour l'internaute de dÃ©mÃªler le vrai du faux dans l'information qui s'offre Ã lui. La lutte contre les fake news doit passer par la promotion d'un journalisme libre et indÃ©pendant, vecteur d'une information fiable de qualitÃ©. Ne pas diffuser de fausses informations, une obligation lÃ©gale en Russie. L'Ã©tablissement de rÃ©gulations des communications russe prÃ©pare de son cÃ´tÃ© un projet de dÃ©cret, pas encore adoptÃ©, qui prÃ©voit le blocage pur et simple de tout contenu prÃ©sentant des informations fausses. Au 148e rang du Classement mondial de la libertÃ© de la presse de RSF, la Russie n'a de toute faÃ§on pas attendu les dÃ©clarations de Donald Trump pour faire de la nÃ©cessitÃ© de ne pas diffuser de fausses informations une obligation lÃ©gale pour les blogueurs de droit russe, la lutte contre les informations mensongÃ©es tant un grand classique de l'espace post-soviÃ©tique. Cette loi, copiÃ©e-collÃ©e dans des pays dont l'OuzbÃ©kistan, laisse place Ã une marge d'interprÃ©tation qui rend possible la censure la plus large qui soit. Depuis juillet 2016, les agrÃ©gateurs de contenu sont par ailleurs tenus de vÃ©rifier la vÃ©racitÃ© des infos qu'ils publient lorsqu'elles n'Ã©manent pas de mÃ©dias enregistrÃ©s en Russie, avec d'importantes sanctions Ã la clÃ©. Le ministre des Affaires Ã©trangÃ©res russe a Ãgalemment lancÃ© une nouvelle rubrique sur son site officiel pour dÃ©mentir les fake news russes des mÃ©dias internationaux. La chaÃªne d'information Russia Today, financÃ©e par les autoritÃ©s russes, est allÃ©e jusqu'Ã mettre en place, mi-mars, son propre programme de "fact-checking". D'autres mÃ©dias d'Etat russes, Novosti, tentent aussi de tirer profit du phÃ©nomÃ©ne des "fake news", une notion encore mal dÃ©finie, pour lancer des rubriques de type "MediaWars" qui dÃ©noncent les mensonges occidentaux et leur propre persÃ©cution. Punir la divulgation de "fausses nouvelles" revient Ã supprimer le droit Ã l'erreur des journalistes. En Afrique subsaharienne, la notion de fake news est le plus souvent utilisÃ©e de faÃ§on abusive pour faire pression sur les journalistes. Certaines lois prÃ©voient des pÃ©nalitÃ©s trÃ©s lourdes, sans prendre en compte l'intentionnalitÃ© des journalistes, qui se sont parfois seulement trompÃ©s. Il existe dans tous les cas une disproportion entre l'information, mÃªme si elle peut Ãªtre fautive, et la sanction. En CÃ´te d'Ivoire par exemple, les dÃ©lits d'offense au chef de l'Etat ou la diffusion de fausses nouvelles Ãªtre suffisants pour envoyer des journalistes en dÃ©tention provisoire, malgrÃ© la dÃ©pÃ©nalisation prÃ©vue dans la loi sur la presse de 2004. Six journalistes ivoiriens dont trois patrons de presse ont ainsi ÃtÃ© interpellÃ©s et incarcÃ©rÃ©s mi-fÃ©vrier Ã Abidjan pour "divulgations de fausses informations" sur la rÃ©cente mutinerie de soldats. A Madagascar, un nouveau code de la communication a vu le jour, fortement critiquÃ© par les journalistes malgaches, dans la mesure oÃ¹ il fait rÃ©fÃ©rence au code pÃ©nal pour statuer sur les dÃ©lits de presse, menant potentiellement Ã une criminalisation de la profession. Il prÃ©voit de lourdes amendes pour des infractions allant de l'outrage Ã la diffamation, mentionnant Ãgalemment la divulgation de "fausses nouvelles", dÃ©lit trÃ©s imprÃ©cis et supprimant le droit Ã l'erreur des journalistes. En Somalie, Universal TV a ÃtÃ© suspendue le 5 mars 2017 au prÃ©texte d'avoir diffusÃ© de "fausses nouvelles" Ã propos de la stabilitÃ© et la paix dans la rÃ©gion, aprÃ©s que les voyages Ã l'Ã©tranger du prÃ©sident ont ÃtÃ© mentionnÃ©s. Le code de l'information, un enjeu pour des pouvoirs qui tentent d'imposer leur narration des Ã©vÃ©nements. De son cÃ´tÃ©, le gouvernement sud-africain souhaite instaurer un systÃ©me de contrÃ´le sur les mÃ©dias en ligne, pour rÃ©pondre au "dÃ©veloppement des "fausses informations". Une hostilitÃ© croissante envers les mÃ©dias qui trouve sans doute son origine dans la crise sans prÃ©cÃ©dent que traverse le parti du prÃ©sident Jacob Zuma, les instances dirigeantes de l'ANC Ãtant de plus en plus enclines Ã tenter de faire taire les voix dissidentes. Au Burundi, le contrÃ´le de l'information constitue un enjeu clÃ© pour le pouvoir en place. Le gouvernement alimente la thÃ©orie d'une presse partisane et d'un complot international contre le pays. Depuis 2015, toute dÃ©claration ou information est immÃ©diatement interprÃ©tÃ©e comme pour ou contre le rÃ©gime, le but du pouvoir Ãtant d'imposer une narration unique des Ã©vÃ©nements. En Egypte, il est trÃ©s frÃ©quent que des journalistes soient accusÃ©s de propager de fausses informations dÃ©s lors qu'ils s'agit de critiques ou d'informations dÃ©licates qui dÃ©rangent le pouvoir. Cette pratique rÃ©pandue pousse naturellement les journalistes Ã s'autocensurer de leur couverture d'Ã©vÃ©nements par peur de faire partie de la longue liste de journalistes poursuivis par la justice ou en prison. Ismail Alexandrani, journaliste d'investigation et spÃ©cialiste du Sinaï, est lui-mÃªme poursuivi pour publication de fausses informations et appartenance Ã la confrÃ©rie des frÃ©res musulmans depuis son arrestation en novembre 2015 Ã l'Ã©tablissement de Hurgada. Au Bahreïn, le cÃ©lÃ©bre citoyen-journaliste et dÃ©fenseur des droits humains bahreïni Nabeel Rajab a ÃtÃ© accusÃ© le 28 dÃ©cembre 2016 de "propagation de fausses informations sur la situation dans le royaume" de Bahreïn dans une affaire de cybercriminalitÃ©. Il risque jusqu'Ã deux ans de prison pour cette nouvelle accusation en lien avec des interviews faites en 2014 et 2015 avec des mÃ©dias locaux et rÃ©gionaux pour commenter la situation des droits humains au Bahreïn. Les "fake news" utilisÃ©es par les politiques franÃ§ais Cette utilisation de "fake news"

l'objectif de faire taire les critiques des médias n'est pas l'apanage des régimes autoritaires ou des pays connus atteints à la liberté de la presse. En France, le Front national a, par l'intermédiaire de son vice-président Florian Philippot, de multiples reprises, utilisé le registre des «fake news» pour pointer du doigt le travail des journalistes. Pendant l'émission politique diffusée sur France 2 et à laquelle participait Marine Le Pen le 9 février, le FN a mis en place une cellule d'alerte «fausses informations». Une vingtaine d'alertes en temps réel ont été publiées en ligne, à ce moment les membres de l'équipe FN estimaient que les journalistes de France 2 divulgaient des fausses informations. De son côté le candidat à l'élection présidentielle François Fillon n'a pas hésité à accuser les médias d'avoir annoncé sa femme avant de reconnaître son erreur le 13 mars sur Europe 1. En Italie, Beppe Grillo, le tête du mouvement Cinq étoiles, a accusé début janvier les journalistes du pays de produire de fausses informations visant à nuire à son parti. Il a appelé à la mise en place d'un jury populaire constitué au hasard, pour déterminer la véracité des informations publiées par les journalistes. Le syndicat des journalistes FNSI parle de lynchage des journalistes. Le M5S a par ailleurs affirmé que les journalistes étaient eux-mêmes responsables du mauvais positionnement de l'Italie dans le World Press Freedom Index. Les Nations unies prennent position sur les fake news Dans une déclaration conjointe portant sur les fake news publiée le 3 mars 2017, les Nations unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'organisation des États américains et la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples constatent également que les «fake news» sont utilisées à la fois pour promouvoir une propagande d'État et justifier les entraves à la liberté de la presse. «La criminalisation de la diffamation devrait être abolie», notent les signataires. Mieux vaut lutter contre les fake news par la promotion d'informations fiables, recommandent les Nations unies.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});